

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022



**COMITÉ LOGEMENT
D'AIDE DE QUEBEC
OUEST**



MOT DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

Cette année, partout au Québec, la crise du logement a atteint des sommets inégalés depuis des décennies. Sans compter que l'inflation généralisée n'a pas aidé les locataires qui se retrouvent de plus en plus pris à la gorge, obligé·e·s de faire le choix impossible entre la rue ou un logement trop cher, insalubre ou trop petit. L'arrondissement Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge n'a pas été épargné par la tempête. Les loyers moyens y ont augmenté de 7.2% et le taux d'inoccupation est passé de 4,7% à 2.6%. Ces derniers chiffres sont particulièrement intéressants. L'arrondissement est présentement un lieu ciblé par les développeurs de tout acabit pour y construire des projets pharaoniques. Les annonces n'ont d'ailleurs pas manqué : [projet Humaniti](#), le [projet SWL](#) ou encore le [projet La Forest](#). Avec une telle concentration de nouveau développement, on pourrait s'attendre à une hausse du taux d'inoccupation et à une baisse relative des loyers. Or, on le voit bien, les logements qui se construisent dans l'arrondissement ne répondent pas aux besoins de la population. Pour preuve, à Québec, le loyer moyen d'un logement inoccupé est de 1313\$, beaucoup plus que le loyer moyen de 930\$.

Devant la gravité de la crise, l'équipe de travail du Comité logement d'aide de Québec Ouest (CLAQO) s'est, encore une fois cette année, affairée à défendre le droit des locataires, en mobilisant la population afin que le politique mette en place des mesures permettant d'enrayer la crise du logement de façon définitive. Cependant, ce ne fut pas sans défi pour l'équipe de travail qui a dû composer avec beaucoup de mouvement en son sein. Nicolas est parti en congé parental en janvier et a été remplacé temporairement par Laurent. François a quitté définitivement pour de nouveaux défis en octobre et a été remplacé par Charles-Olivier, arrivé en novembre.

Nous avons également poursuivi nos efforts de transition, entamés au début 2020, pour la relance, la promotion et de restructuration du CLAQO. Ces efforts se sont, notamment, traduits par l'amélioration de nos outils de gestion et par la poursuite de l'élaboration d'un nouveau site Web devant paraître à l'été 2023.

Si c'est encore une fois avec rage que nous entrons dans l'année 2023, déjà bien entamée, nous le faisons aussi avec appréhension et enthousiasme. Cette année verra sûrement la publication de notre nouveau site web et le début d'une démarche interne d'une grande enquête sur la situation et les désirs des locataires de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge. Finalement, autant la crise est forte, autant nous sentons beaucoup de support public pour la cause des locataires.

On ne lâche rien!

Solidairement,

L'équipe de travail du CLAQO

TABLE DES MATIÈRES

1. PRÉSENTATION DU COMITÉ LOGEMENT D'AIDE DE QUÉBEC OUEST	4
2. ACTIVITÉS	4
2.1 Éducation populaire autonome	4
2.2 Mobilisation sociale	10
2.3 Représentation politique non partisane	16
3. OUTILS DE COMMUNICATION	17
4. CONCERTATIONS	18
5. VIE ASSOCIATIVE	19
5.1 Membres	19
5.2 Assemblée générale annuelle	20
6. ADMINISTRATION	20
6.1 Conseil d'administration	20
6.2 Équipe de travail	21
6.3 Financement	22
REVUE DE PRESSE	24

1. PRÉSENTATION DU COMITÉ LOGEMENT D'AIDE DE QUÉBEC OUEST

Fondé en 2000 à l'initiative d'un groupe de femmes, le Comité logement d'aide de Québec Ouest (CLAQO) est un organisme communautaire de défense collective des droits des locataires, desservant l'arrondissement de Sainte-Foy–Sillery–Cap-Rouge.

Nous avons pour principale mission de faire reconnaître le logement comme un droit fondamental pour toutes et tous, sans distinction de revenu, de statut social, d'origine ethnique, de sexe, d'identité, de genre, d'orientation sexuelle, de condition physique ou mentale, etc. Plus concrètement, notre mission consiste à informer les locataires de notre secteur de leurs droits en matière de logement locatif, à militer pour le respect et l'amélioration de ces droits et à promouvoir le développement du logement social et communautaire.

2. ACTIVITÉS

Le CLAQO cherche à accomplir sa mission au moyen de différentes activités. Ces activités se situent dans trois principaux champs : l'éducation populaire autonome, la mobilisation sociale et la représentation politique non partisane.

2.1 Éducation populaire autonome

Dans la réalisation de sa mission, le CLAQO accorde une place prépondérante à l'éducation populaire autonome (EPA). Le guide de rédaction du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales donne la définition suivante à l'EPA

[u]ne démarche de prise de conscience au regard d'une situation particulière [...] qui vise la prise en charge et l'autonomie des personnes visées. C'est par [elle] qu'un organisme renseigne, informe, éduque, outille, sensibilise, favorise la création de liens entre les personnes qui vivent des situations semblables et parvient à susciter la mobilisation sociale.¹

En 2022, nous avons effectué un important travail d'éducation populaire autonome, tant à travers notre service d'information juridique, que par le moyen d'ateliers, de kiosques, de rencontres de groupe et de séances de tractage.

2.1.1 Service d'information juridique

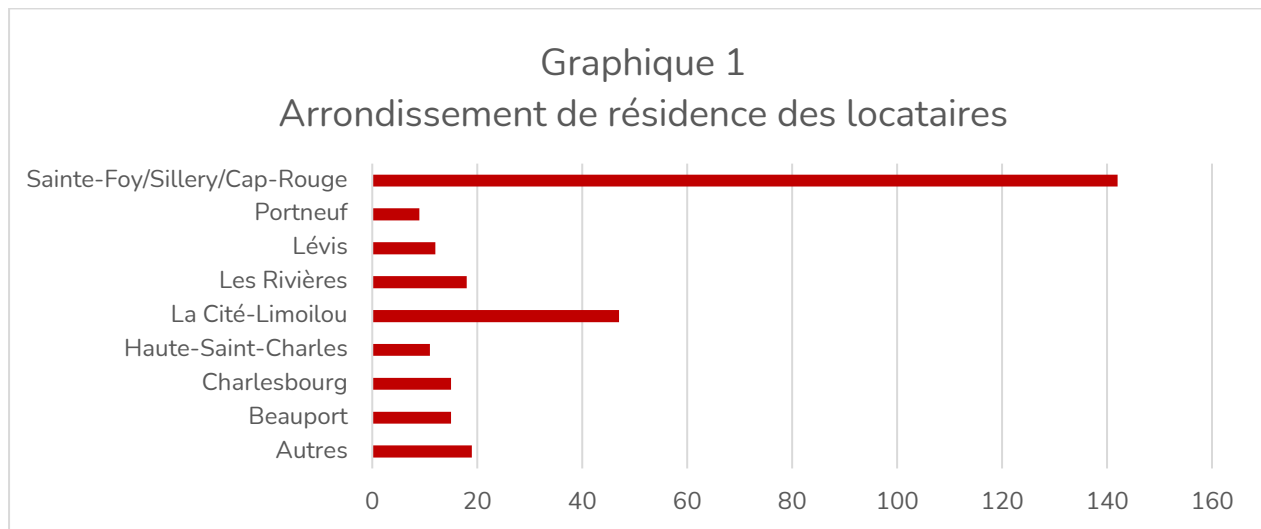
Quatre jours par semaine, le CLAQO propose un service d'information juridique aux locataires, afin de les assister dans la défense de leurs droits. Nombre de celles et de ceux qui nous contactent

¹ Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, *Guide de rédaction d'un rapport d'activité à l'intention des organismes communautaires dont la mission unique ou principale vise la défense collective des droits*, [En ligne : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/SACAIS_Guide-redaction_rapport-activite.pdf].

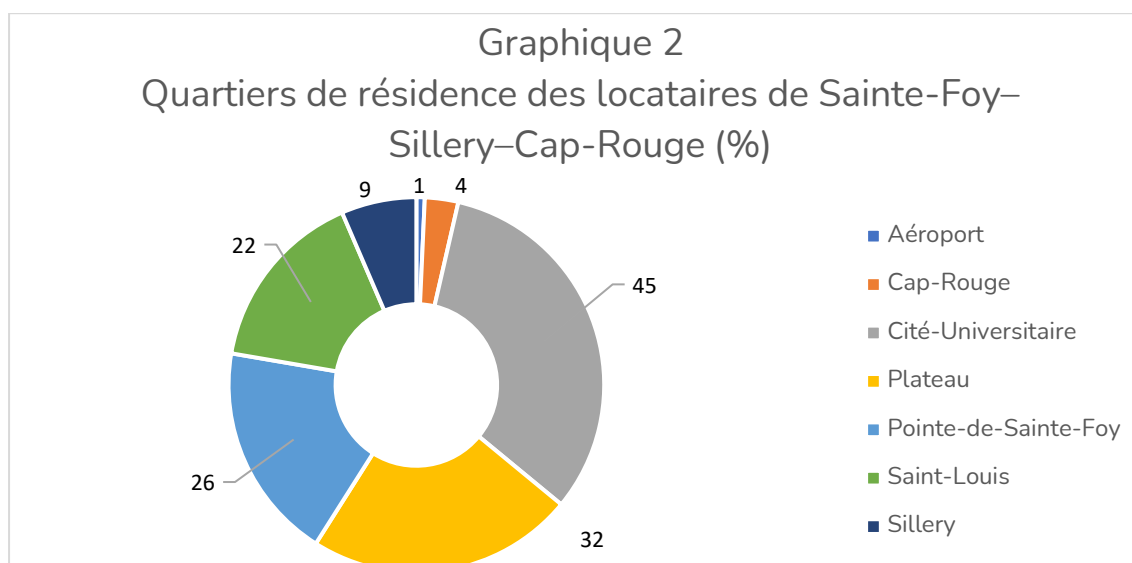
sont aux prises avec des problèmes qui exigent une solution urgente : insalubrité, expulsion, harcèlement, hausse de loyer abusive, etc. Lors de nos interventions, nous renseignons ces locataires sur la loi régissant le louage résidentiel, en plus de les soutenir dans la rédaction de mises en demeure et dans leurs démarches auprès du Tribunal administratif du logement.

Nous avons informé, au cours de 2022, 324 locataires se croyant lésé·e·s dans leurs droits, comparativement à 306 en 2021, et 268 l'année précédente. Les restrictions sanitaires étant encore importantes, la quasi-totalité (95%) des interventions a été réalisée à distance par téléphone, par courriel ou par Facebook. Cela dit, avec le relâchement des mesures à partir de l'automne, quelques locataires (16) ont pu nous visiter à notre bureau.

Si nous avons la politique de répondre à tous les locataires qui font la demande à l'organisme, le CLAQO ancre sa pratique dans l'arrondissement Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge. Conséquemment, la majorité (142 : 44%) des locataires que nous avons répondus habitaient dans l'arrondissement. Parmi celles-ci et ceux-ci, 90 % habitaient les quartiers du Plateau, de la Cité-Universitaire ou de Pointe-de-Sainte-Foy (voir Graphique 2). Ces quartiers regroupent, dans l'arrondissement, à la fois la plus grande concentration de logements locatifs et la plus forte proportion de locataires consacrant une part trop importante de leur revenu pour se loger². En dehors de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge, les locataires restants provenaient d'autres secteurs de la Ville de Québec (La Cité-Limoilou, Charlesbourg, Beauport, etc.) ou de ses environs (L'Ancienne-Lorette, municipalité régionale de comté de Portneuf, Ville de Lévis, etc.).

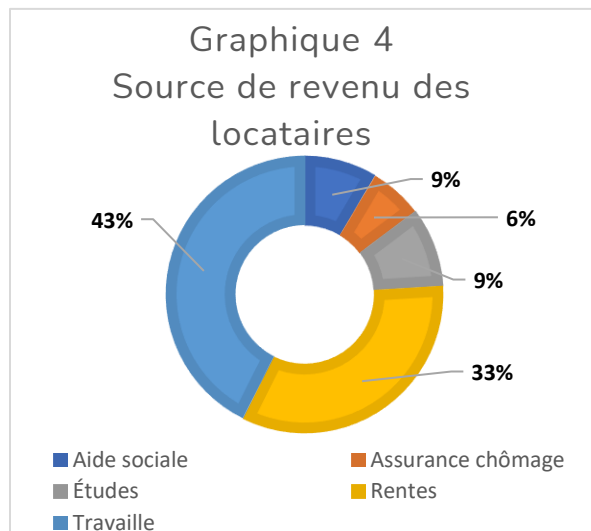
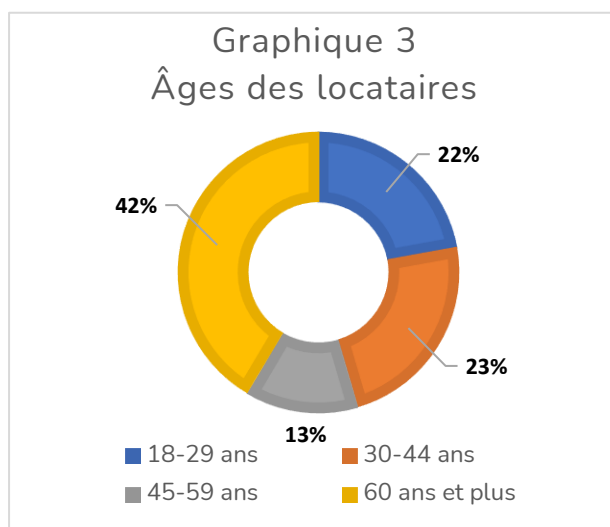


² Ville de Québec, 2019. *Quartier Plateau : portrait sociodémographique et économique*, [En ligne : https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/portrait/quelques_chiffres/docs/Plateau_Portrait.pdf]; *id.*, 2019, *Quartier Cité-Universitaire : portrait sociodémographique et économique*, [En ligne : https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/portrait/quelques_chiffres/docs/Cite_Universitaire_Portrait.pdf]; *id.*, 2019, *Quartier Pointe-de-Sainte-Foy : portrait sociodémographique et économique*, [En ligne : https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/portrait/quelques_chiffres/docs/Pointe_de_Sainte_Foy_Portrait.pdf].



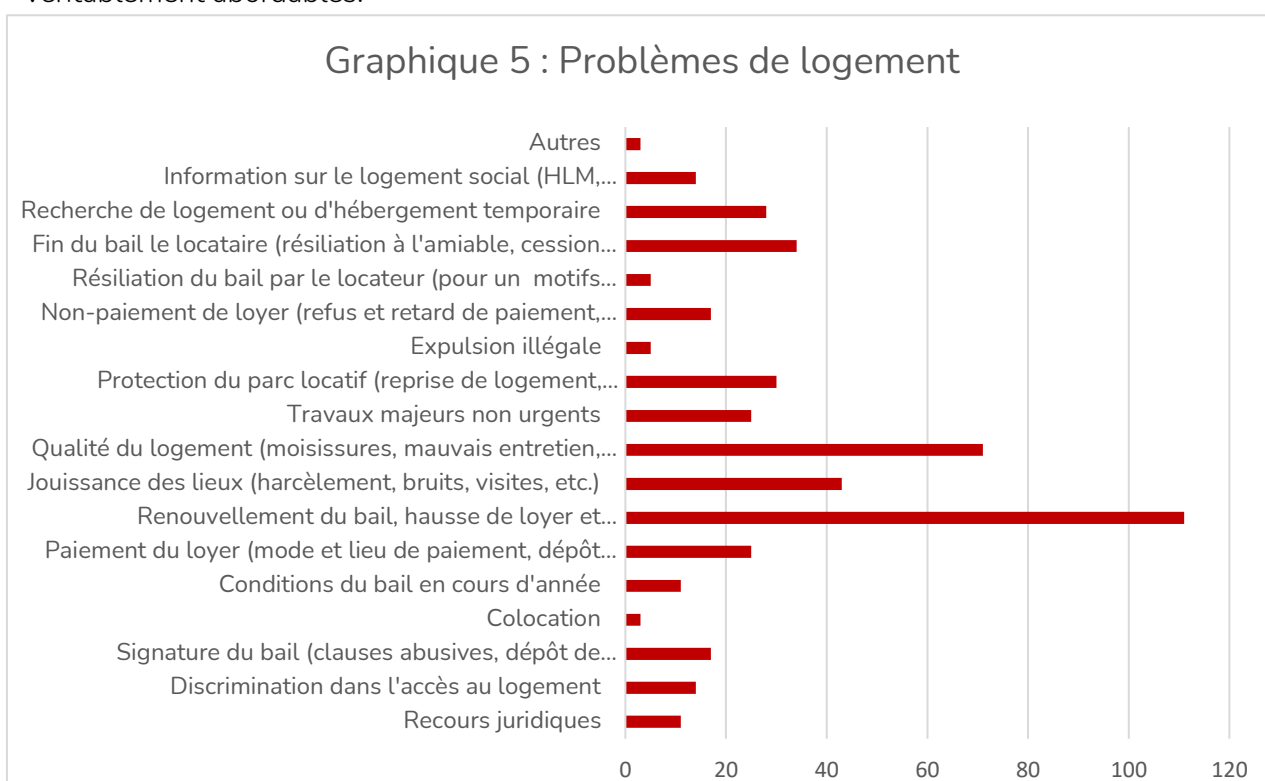
La vaste majorité des locataires accompagnée·e·s par le CLAQO, soit 93 % d'entre elles et d'entre eux, occupait un logement du marché locatif privé.

Les profils des locataires qui ont recouru à notre service d'information juridique sont variés. 41% étaient âgé·e·s de 60 ans et plus (voir Graphique 3). Ce pourcentage élevé s'explique notamment par le fait que les personnes âgées sont majoritairement locataires³. Les femmes et les personnes racisées ou issues de l'immigration représentaient, quant à elles, respectivement 60 % et 15 % des locataires aidé·e·s. Par ailleurs, les données colligées nous confirment que les locataires vivent pour la plupart une certaine forme de précarité financière. Parmi celles et ceux qui ont communiqué avec nous, 9 % étaient aux études, 9 % bénéficiaient de l'aide sociale, 6 % recevaient une prestation d'assurance-emploi, 33 % tiraient leur revenu de rentes de retraite et 43 % occupaient un emploi (voir Graphique 4).



³ Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – Ministère de la Famille, 2018, *Les aînés du Québec. Quelques données récentes*, [En ligne : <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/ainee/aines-quebec-chiffres.pdf>].

Les locataires qui nous ont contactés étaient confronté·e·s à une multitude de problèmes (voir Graphique 5). Encore une fois cette année, une grande proportion des locataires qui nous contactent font face à des problèmes liés au renouvellement du bail (34 %), à la jouissance paisible des lieux (13 %) et à l'état du logement (22 %). Alors qu'en 2021 nous imputons une hausse marquée de locataires qui faisaient face à des expulsions à l'acquisition récente d'immeubles locatifs de notre secteur par le principal « rénovicteur » de la région, nous constatons que le volume d'appels de locataires qui font face à des évictions forcées a encore augmenté cette année. Ces données sont cohérentes avec ce que nous constatons au TAL et dans les autres comités logement, car les demandes de reprise et d'évictions introduites par les propriétaires ont explosé dans les dernières années⁴. On imagine que ce n'est pas parce que les propriétaires souhaitent soudainement habiter leurs logements, mais plutôt pour faire monter les derniers loyers encore véritablement abordables.



Nous sommes fier·ère·s de notre service d'information juridique visant à rendre les locataires autonomes dans leurs démarches de défense de leurs droits. Cependant, nous restons très critiques d'une tendance que nous avons constatée récemment au TAL de référer nos services (alors qu'en principe il offre le même). D'ailleurs, nous croyons que ce service s'inscrit dans une démarche plus large visant à conscientiser les locataires à la dimension collective des injustices qu'elles et ils subissent. Nous souhaitons que cette prise de conscience les amène à se mobiliser en faveur du droit au logement.

⁴ RCLALQ, *Déloger pour s'enrichir*, 2022, [En ligne : <https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2022/12/Evictions-2022-RCLALQ.pdf>]

2.1.2 Ateliers sur le logement

Le CLAQO anime, auprès des locataires, des ateliers portant sur divers thèmes relatifs au logement. Ces formations permettent aux participant·e·s de se familiariser avec leurs droits en matière de logement ou d'acquérir des connaissances pratiques sur le logement social. Qui plus est, elles favorisent leur compréhension des causes structurelles des problèmes de logement et la création de solidarités nouvelles.

Encore une fois en 2022, avec les règles sanitaires toujours en vigueur, nous n'avons eu l'opportunité d'offrir que deux ateliers (virtuels):

- ✓ **10 février 2022** : atelier sur les hausses de loyer pour Vie de quartier Notre-Dame de Foy et le CLSC, animé auprès de neuf personnes
- ✓ **16 février 2022** : atelier sur les hausses de loyer organiser sur notre propre base, animé auprès de quatre personnes

Si l'objectif premier de ces formations est de fournir, aux locataires, les outils leur permettant de comprendre le fonctionnement du renouvellement du bail et le processus de contestation d'une hausse jugée abusive, ces formations ont représenté une occasion d'aborder les enjeux du manque de protection juridique des locataires et de parler de nos revendications à ce niveau :

- Rendre obligatoire l'utilisation par le locateur de l'avis type de modification du bail du TAL, afin d'éviter que le locataire ne soit induit en erreur par un avis mensonger;
- Faire équivaloir l'absence de réponse à un avis de modification comme un refus plutôt que comme une acceptation, afin de faciliter l'exercice des droits des locataires;
- Instaurer un contrôle obligatoire des loyers en rendant obligatoire l'utilisation par le locateur de pourcentages moyen de variation de loyer (similaires aux pourcentages d'estimations moyennes d'augmentation de loyer actuelle) pour le calcul de l'augmentation de loyer.

2.1.3 Autres activités d'éducation populaire autonome

Par différents moyens, le CLAQO cherche à renseigner directement les locataires sur leurs droits et les inviter à prendre action pour défendre et élargir ces droits.

Ainsi, au courant de l'année, nous avons envoyé cinq infolettres bimensuelles donnant des nouvelles sur nos activités en général et sur les prochaines actions défendant le droit au logement. La pratique s'est néanmoins malheureusement étiolée en cours d'année avec le mouvement dans l'équipe de travail. C'est l'objectif de la présente équipe que d'utiliser à son plein potentiel cet outil.

Rapport d'activités 2022

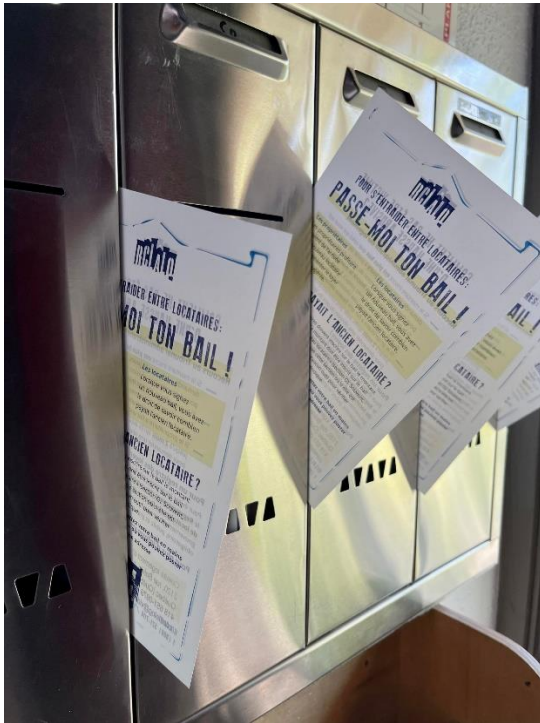
Ensuite, avec le ralentissement de nos activités à partir de 2020, nous avons pu trouver des fonds pour un projet important de refonte de l'image de l'organisme et pour la création (et impression) de matériel de mobilisation. Cette année, nous avons consacré beaucoup d'énergie à la distribution de ce matériel dans l'arrondissement, d'une part, pour faire connaître l'organisme et ses services et, ensuite, bien sûr, pour renseigner les locataires sur leurs droits.

En janvier et février, nous avons distribué 1500 tracts sur les hausses des loyers dans les quartiers de la Cité-Universitaire et du Plateau. Nous avons également profité de ces séances de tractage pour poser des centaines d'affiches dans ces quartiers.

Au mois de février, nous avons également distribué des centaines de dépliants sur les droits des locataires dans certains immeubles de Pointe-de-Sainte-Foy, parce qu'un nouveau propriétaire les avait acquis et que, par l'entremise de notre service d'information, nous les avons considérés comme particulièrement problématiques.



Séance de tractage et action de visibilité concernant les atteintes au parc locatif, 13 décembre



Tracts de la campagne Passe-moi ton bail!

En juin, dans le cadre de la campagne « Passe-moi ton bail! » du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), nous avons distribué 1550 tracts dans les quartiers de la Cité-Universitaire et du Plateau. Les tracts diffusés invitaient les locataires qui déménageaient à laisser une copie de leur bail aux habitant·e·s suivant·e·s, afin de les informer de l'ancien loyer payé et du recours possible en fixation de loyer auprès du Tribunal administratif du logement.

En décembre, nous avons finalement tracté dans le cadre de la campagne annuelle du RCLALQ concernant les atteintes du Parc locatif. 400 dépliants ont été distribués sur la rue de Norvège, dans le secteur du Plateau, expliquant les droits des locataires faisant face aux reprises de logement ou aux évictions pour subdivision, agrandissement ou changement d'affectation.

2.2 Mobilisation sociale

Par son travail d'éducation populaire autonome, le CLAQO vise, ultimement, à susciter la mobilisation sociale. Celle-ci représente, pour nous, un moyen incontournable d'accomplir notre mission. Le concept de « mobilisation sociale » évoque

l'action collective des membres d'un organisme et parfois, de communautés plus larges. [...] Elle peut prendre différentes formes, allant de la manifestation pacifique à l'envoi massif de courrier, au boycottage de produits, en passant par différents types d'interventions auprès de la population en générale et des autorités gouvernementales ou autres.⁵

Nous avons, tout au long de l'année 2022, organisé ou participé à diverses activités de mobilisation sociale pour le droit au logement et les droits des locataires. De surcroît, nous nous sommes mobilisés en soutien à d'autres luttes qui portaient sur une multitude d'enjeux relatifs à la justice sociale ou climatique.

⁵ Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, *op. cit.*

2.2.1 Activités de mobilisation sociale pour le droit au logement

Le CLAQO est fermement convaincu que la mobilisation sociale recèle un fort potentiel transformateur. C'est en s'organisant et en agissant collectivement que les locataires parviennent à faire des gains auprès des autorités gouvernementales en matière de logement et à améliorer leurs conditions de vie.

Comme ailleurs à Québec et en province, la crise du logement s'est aggravée en 2022 dans l'arrondissement de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge. Elle a d'ailleurs plus durement frappé le secteur de Sainte-Foy-Sillery. En effet, le taux d'inoccupation a chuté drastiquement pour s'établir à 2,6%. Le loyer mensuel, quant à lui, a continué à augmenter pour s'établir à 1017\$, soit un bond spectaculaire de 7.2% par rapport à 2021. Encore une fois, ce qui permettrait d'expliquer cette situation est le nombre de nouveaux logements construits dans le secteur qui, rappelons-le, sont à des prix prohibitifs pour les ménages les moins bien nantis. L'érosion du parc locatif dit abordable continue à s'étendre, sans avoir besoin de mentionner la presque inexistence du logement social.

Compte tenu de la gravité de la crise du logement, la majorité de nos activités de mobilisation a visé à réclamer aux autorités concernées des mesures pour l'enrayer. Les revendications mises de l'avant ont, dans ces circonstances, principalement portées sur le contrôle obligatoire des loyers, la protection du parc locatif abordable et le rehaussement du financement dédié à la construction de logements sociaux.

Coalition de Québec contre les hausses de loyer

Encore une fois cette année, nous nous sommes concertés avec les autres groupes de défense des droits des locataires de Québec sous la bannière de la Coalition. Le but étant d'interpeller les locataires de la région à faire valoir leurs droits, notamment sur la question des hausses de loyer.



Parmi toutes les actions de la Coalition en 2022, nous soulignons particulièrement deux mobilisations importantes. La première renvoie au Gala Méritoit du 19 janvier dans le quartier Maizerets. L'évènement soulignait le lancement d'une campagne d'information et de soutien aux locataires pendant la période des reconductions des baux. Il fut suivi, dans notre territoire, par une séance de tractage dans les quartiers de la Cité-Universitaire et du Plateau. Une trentaine de personnes se sont mobilisées pour assister au Gala, dont un de nos membres.

La deuxième action importante a eu lieu à l'approche de l'été. En effet, le 9 juin, la Coalition a organisé le « Safari contre les prédateurs de l'immobilier ». Il

consistait en une tournée à travers les quartiers de Saint-Sauveur, de Limoilou, de Vanier et de Saint-Jean-Baptiste, en s'arrêtant devant l'hôtel de Ville et le MAMH, pour illustrer les stratagèmes vicieux de plusieurs promoteurs immobiliers qui se sont attaqués aux droits des locataires. Une cinquantaine de participant.es se sont joints à l'appel de la Coalition, dont deux membres du CLAQO.

Les loyers explosent, un contrôle s'impose

Face à la hausse fulgurante des loyers des dernières années, nous continuons à revendiquer haut et fort la mise en place d'un contrôle obligatoire et universel des loyers et d'un registre public des loyers. Ces revendications sont portées, à l'échelle du Québec, par notre regroupement national, le RCLALQ.

Dans le but de souligner le dixième anniversaire de la Journée des locataires, le 24 avril, le RCLALQ a appelé à une manifestation nationale à Montréal, dans le quartier de Verdun pour réclamer un contrôle obligatoire des loyers. Le CLAQO a eu l'occasion de dénoncer, devant les quelque cinq cents manifestant.es, la situation des locataires de Sainte-Foy, en prenant la parole. De plus, nous avons déployé, pendant la manifestation, une bannière dénonçant l'explosion des loyers et des rénovictions de notre secteur.

Comme le contrôle des loyers est une mesure qui implique directement le gouvernement en place, nous avons organisé plusieurs actions visant le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, afin que la ministre accueille les demandes des locataires. Parmi ces actions, mentionnons celle du 3 février, dans le cadre de la semaine d'action du RCLALQ, qui a consisté à livrer des sacs de poubelle et une bannière à la ministre Andrée Laforest. L'action fut organisée avec nos alliés du BAIL et du CCCQSS. Malgré ces actions et face à l'inaction avouée de la ministre quant à nos demandes et à l'aveuglement volontaire sur la grave crise du logement qui sévit au Québec, le 20 avril, nous avons déployé, avec le BAIL, une bannière exigeant carrément sa démission.



Action exigeant la démission de la ministre Andrée Laforest, 20 avril

Enfin, comme le contrôle des loyers est une mesure structurante qui doit passer par une étude parlementaire conséquente, avec le RCLALQ, nous revendiquons un gel des loyers jusqu'à son adoption. Cela permettrait, selon nous, d'alléger le fardeau des locataires qui peinent à satisfaire leurs besoins en matière de logement. À la suite de la nomination de la nouvelle ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, et à l'occasion des Rendez-vous de l'Habitation organisés par la SHQ, nous avons accompagné la permanence du RCLALQ dans un

point presse, suivi d'une action spontanée de visibilité, réclamant une rencontre avec la ministre et un décret pour geler les loyers dès 2023.

Pour le logement social

Plusieurs mesures existent pour endiguer la crise du logement et pour protéger la qualité de vie des locataires du Québec. Nous avons mentionné le contrôle des loyers dans le cadre du marché locatif privé. Mais le développement de nouvelles unités de logement social fait également partie des solutions. Depuis plusieurs années déjà, nous portons, sous la bannière du FRAPRU, la revendication d'un vaste chantier de 50 000 logements sociaux en cinq ans.

Les gouvernements successifs depuis plus de quinze ans se sont, non seulement, désintéressés de l'état du parc locatif public et communautaire, mais, en plus, le gouvernement de la CAQ a carrément tourné le dos aux locataires les plus démunis. La vulnérabilité du programme AccèsLogis en est la preuve, puisque la programmation de nouvelles unités a été soit minime, soit nulle, d'autant plus que le gouvernement a annoncé le nouveau Programme d'habitation abordable du Québec (PHAQ), venant « concurrencer » AccèsLogis.



« Budget 2022 : Éric Girard doit scorer pour le logement social ! », 17 février

À la veille du dépôt du budget du gouvernement caquiste, pendant la semaine d'actions du FRAPRU du mois de février, nous avons organisé, avec nos alliés du Compop et du CCCQSS, le rassemblement « Budget 2022 : Éric Girard doit scorer pour le logement social », devant le ministère des Finances. Une action aux allures festives afin de réclamer un investissement majeur pour le logement social et pour dénoncer le PHAQ. Une quarantaine de participant.es y a assisté, dont 2 de nos membres.

Par ailleurs, face à la situation désastreuse liée à la crise du logement, le RCLALQ et le FRAPRU ont organisé une grande « Manifestation unitaire pour le droit au logement ». Le CLAQO a participé à l'organisation de cette manifestation qui s'est déroulée à Québec, le 16 septembre 2022. Considérant les élections générales deux mois plus tard, ce fut l'occasion de demander, expressément, au gouvernement du Québec, de mettre en place des solutions musclées pour protéger les locataires du Québec. Plus de 350 militant.es pour le droit au logement se sont joints à l'appel et nous avons pu compter avec la participation de quatre de nos membres.

La semaine précédant cette manifestation unitaire, nous avons participé, en marge de l'AG du FRAPRU, à l'action tintamarre « La CAQ doit bonifier ses engagements pour le logement », dans le quartier de Verdun, à Montréal.

Rapport d'activités 2022

Nous avons participé, tout au long de l'année, à différentes mobilisations pour le droit au logement. En voici d'autres exemples :

- **25 janvier** : discussion sur la gentrification, la rénoviction et la cherté des loyers à l'émission de CKIA FM « Salut à toi ».
- **27 janvier** : lettre ouverte dans le journal Le Soleil demandant l'inclusion des groupes de la Coalition au Comité sur la hausse des loyers mis en place par la ville de Québec.
- **2 février** : récolte d'appuis auprès d'organismes communautaires de notre secteur pour la politique globale d'habitation du FRAPRU
- **1^{er} mars** : conférence de presse du FRAPRU pour annoncer la politique globale d'habitation
- **28 juin** : point de presse et déploiement de quatre bannières, avec le BAIL, dans le cadre de la campagne « Passe-moi ton bail ! », dont 1 de nos membres était présent
- **25 août** : tournée d'affichage pour la manifestation du 16 septembre
- **27 octobre** : participation au « Rassemblement de solidarité avec les locataires de la RPA de la Seigneurie de Salaberry », une action organisée par nos camarades du Compop et du BAIL

2.2.2 Autres activités de mobilisation sociale

Étant un groupe en défense collective des droits et disposant d'une analyse transversale des enjeux sociaux, le CLAQO s'est mobilisé dans différentes luttes, répondant ainsi à l'appel des groupes alliés. Les enjeux portant sur le financement des groupes communautaire, la détérioration des conditions de vie de la population en général, et des personnes pauvres en particulier, de même que ceux liés à la crise climatique ont donné lieu à diverses mobilisations à Québec.

Voici quelques exemples d'actions dont le CLAQO a participé tout au long de l'année 2022 :

- **7 février** : traverse piétonne au centre-ville de Québec pour le financement et l'autonomie de l'action communautaire autonome et pour le renforcement du filet social
- **24 février** : grève du communautaire dans le cadre de la campagne Engagez-vous pour le communautaire
- **27 mars** : manifestation contre le racisme et le profilage racial, dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme, deux de nos membres y ont participé
- **31 mars** : campagne d'affichage dans la Cité-Universitaire et le Plateau concernant la lutte contre la pauvreté portée par le Collectif pour un Québec sans pauvreté
- **22 avril** : participation au rassemblement pour la Journée de la Terre, justice sociale et climatique, trois de nos membres y ont participé
- **1^{er} mai** : manifestation pour la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, réclament la hausse du salaire minimum, la réforme de l'assurance-emploi et l'élargissement du Programme de revenu à l'aide sociale, trois de nos membres y ont participé

Rapport d'activités 2022

- **4 mai** : rassemblement dans le quartier de Montcalm, à l'appel de l'ADDS-QM, pour réclamer un revenu de base garanti, dans le cadre de la Semaine de la dignité des personnes assistées sociales, deux de nos membres y ont participé
- **24 mai** : rassemblement devant l'Assemblée nationale pour déposer une pétition sur la majoration et l'indexation des ressources permises à 'aide social, à l'appel de l'ADDS-QM, deux de nos membres y ont participé
- **23 septembre** : grande manifestation pour la Justice sociale et climatique, pour le bannissement des énergies fossiles d'ici 2030 et la taxation de la richesse, cinq de nos membres y ont participé
- **9 décembre** : rassemblement devant le ministère des Finances et au parvis de l'église Saint-Roch pour réclamer des mesures pour stopper l'appauvrissement généralisé ; organisé par les groupes membres du RÉPAC, dont le CLAQO
- **12 décembre** : rassemblement devant le Conseil du Trésor pour demander l'indexation de la défense collective des droits.

Notons particulièrement les enjeux liés au financement des groupes communautaires en défense collective des droits. En effet, étant la dernière année des protocoles d'entente du dernier cadre normatif, le renouvellement de ces derniers a dû passer par le processus de négociation entre le gouvernement et notre regroupement national, le RODCD. Or, à l'automne, on apprenait que l'indexation de notre financement ne faisait pas partie intégrante des nouveaux protocoles. Ainsi, nous avons dû nous mobiliser, surtout vers la fin de l'année, pour revendiquer l'inclusion de cette indexation, sans quoi nos groupes s'appauvriraient progressivement pour les prochaines années, affectant du même coup, notre autonomie d'action et notre mission.



Action, avec d'autres groupes en DCD de la région, devant le Conseil du Trésor, 12 décembre

2.3 Représentation politique non partisane

Le CLAQO réalise, enfin, sa mission en faisant de la représentation politique non partisane. Essentiellement, la représentation

permet de faire connaître aux autorités gouvernementales compétentes les points de vue des organismes sur les politiques et les orientations gouvernementales ou sur les changements qui devraient être apportés à des lois, des règlements, pratiques ou politiques pour assurer un meilleur exercice des droits des personnes que ces organismes représentent.

En 2022, nous avons rencontré ou communiqué avec certain·e·s interlocuteurs·trice·s politiques et institutionnel·le·s afin de leur exposer les graves dénis de droits dont les locataires font l'objet et de leur transmettre nos revendications :

Contre les hausses de loyer

En janvier, nous avons interpellé le maire de Québec, la conseillère responsable de l'Habitation et le chef de l'opposition officielle, afin de nous inclure dans les discussions du comité sur la hausse des loyers à Québec, que la Ville avait créée à l'automne précédent. Cela a porté fruit, puisque nous avons participé aux trois rencontres du comité (28 mars, 12 mai et 8 septembre) et formulé des recommandations pour que la Ville adopte des résolutions afin de contrer la hausse fulgurante des loyers.

Vers la fin du printemps, nous apprenions que l'interface de consultation du rôle d'évaluation de la ville de Québec avait été modifiée. Dès lors, tout citoyen ne pouvait consulter les rôles de taxation gratuitement, qu'un maximum de dix fois par 24h. Notre service d'estimation de hausse de loyer se trouvait donc considérablement limité. Avec d'autres groupes logements de la ville de Québec, nous avons fait des pressions auprès de la Ville pour avoir un accès illimité au rôle de taxation. Le 16 juin, nous avons directement écrit à notre conseillère municipale, Maude Mercier-Larouche pour dénoncer la situation; s'en est suivi, pour le reste de l'année, une correspondance avec des fonctionnaires et autres élus (Pierre-Luc Lachance, responsable de la taxation foncière) pour s'assurer que la mission des groupes logements ne soit pas affectée. Un outil nous a été fourni directement par la Ville en ce sens.

Pour le logement social

Dans le cadre de la Table de concertation des groupes de Québec membres du FRAPRU, le 8 février, nous avons rencontré Marie-Pierre Boucher, responsable de l'Habitation de la ville de Québec, pour discuter, notamment, du développement du logement social, des représentations à faire auprès du provincial et des mesures d'urgence à prévoir dans le cadre du 1^{er} juillet.

Parlant de logement social, nous avons fait des représentations auprès des trois paliers de gouvernement pour assurer le développement de notre projet de coopérative d'habitation avec la MEC (la Cité de la solidarité). En effet, avec les membres du comité de développement immobilier de la MEC, nous avons rencontré le député fédéral, Joel Lightbound (20 juin), et la conseillère

Rapport d'activités 2022

municipale de notre district, Maude Mercier-Larouche (30 juin). La députée provinciale de notre circonscription, Joëlle Boutin, quant à elle, n'a pas donné suite à la lettre que nous lui avons fait parvenir sollicitant une rencontre.

Autres initiatives :

- **25 mars** : rencontre virtuelle avec des représentants de la Ville de Québec et de l'OHMQ-SARL parler des mesures de 2021 et 2022
- **30 mars** : rencontre virtuelle avec Jackie Smith, conseillère municipale de Limoilou et membre du CA de l'OMHQ pour parler de gentrification, du projet de tramway et de l'OMHQ pour les mesures d'urgence (Table de concertation des groupes de Québec membres du FRAPRU, TCGQF)
- **26 avril** : Lettre au maire de Québec, Bruno Marchand, (TCGQF) demandant un engagement de la Ville pour soutenir et financer que des projets de logements sociaux dans ses demandes au PHAQ
- **11 mai** : échange virtuel avec la première Défenseure fédérale du logement, avec groupes membres du FRAPRU
- **6 septembre** : rencontre avec Olivier Bolduc, candidat dans Jean-Talon pour QS lors de l'élection provinciale
- **20 septembre** : rencontre avec Gabriel Coulombe, candidat dans Jean-Talon pour PQ lors de l'élection provinciale
- Notons que les candidat.es des autres partis n'ont pas répondu à notre demande (CAQ, PLQ et PCQ)

3. OUTILS DE COMMUNICATION

Le CLAQO dispose de différents outils de communication qui lui permettent de rejoindre les locataires de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge. C'est grâce à ces outils que nous parvenons, notamment, à mieux faire connaître nos services auprès des habitant·e·s de notre secteur, à les informer sur leurs droits en matière de louage résidentiel et à les inviter à nos activités de mobilisation sociale.

Nous avons, au cours de l'année 2022, continué d'alimenter notre page Facebook de contenus pertinents pour les locataires (articles d'actualité, publications, communiqués de presse, etc.). Qui plus est, notre page est demeurée un outil incontournable pour promouvoir nos activités de mobilisation sociale et celles de nos alliés. Elle a, en outre, gagné en popularité au cours de 2022 : celle-ci a récolté 200 nouvelles mentions « J'aime », passant de 1400 à 1600.

En outre, nous avons entamé en juin 2021 la création d'un nouveau site Internet pour notre organisme avec le soutien d'une employée du Réseau Koumbit. Nous avons d'ailleurs embauché par contrat Anne-Sophie Trottier pour la rédaction de son contenu. Notre futur site, que nous espérons lancer d'ici l'été 2023, offrira une foule d'information et de documents utiles pour les locataires. Notamment, il sera possible d'y trouver différentes rubriques sur les droits des

locataires, des modèles de mise en demeure pour divers problèmes de logement, ainsi qu'une carte répertoriant les logements sociaux de Sainte-Foy–Sillery–Cap-Rouge.

4. CONCERTATIONS

La solidarité avec le mouvement communautaire national, régional et local est primordiale pour le CLAQO. Selon nous, l'amélioration des conditions de vie des locataires et, plus largement, la construction d'une société plus juste nécessitent de joindre nos efforts à ceux d'autres acteurs clés de la communauté. Cette collaboration entre organismes communautaires nous permet d'augmenter notre rapport de force et de faire avancer les revendications sociales et politiques que nous portons collectivement.

En 2022, nous nous sommes impliqués de diverses façons au sein de six instances :

Front d'action populaire en réaménagement urbain

Le FRAPRU, dont nous sommes membre actif, est un regroupement national composé de 140 groupes et qui milite principalement pour la construction de logements sociaux. Au cours de l'année 2022, nous avons participé à ses quatre assemblées générales, de même qu'à son congrès annuel. Nous avons, qui plus est, eu cinq rencontres avec des organismes de Québec membres du FRAPRU dans le but de planifier l'organisation d'activités de mobilisation sociale.

Regroupement des comités logement et association de locataires du Québec

Comptant dans ses rangs 50 organismes de partout en province, le RCLALQ a pour principale mission l'avancement des droits des locataires. Nous avons pris part aux deux assemblées générales, dont une annuelle, qu'il a convoquées en 2022. Nous sommes également membre de son Comité de mobilisation, auquel nous avons participé à neuf reprises.

Coalition de Québec contre les hausses de loyer

Cette année, avec plusieurs autres groupes de la région de Québec (La ruche Vanier, le BAIL, le CCCQSS, le Compop, l'Engrenage Saint-Roch, la Table citoyenne littoral est, le Comité logement Duberger-Les-Saules) nous avons reconduit la Coalition de Québec contre les hausses de loyer. Nous avons participé aux cinq rencontres qui ont eu lieu en 2022.

Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches

Le RÉPAC 03-12 est un regroupement de 46 groupes communautaires des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches partageant des pratiques d'éducation populaire autonome, dont nous sommes membre. Nous nous sommes impliqués en son sein durant l'année 2022 en participant à ses deux assemblées générales et à son camp de formation qui, cette année, a été dans le cadre

Rapport d'activités 2022

du Colloque sur l'ÉPA et l'anticapitalisme du MÉPACQ. Nous avons également participé aux deux rencontres du comité luttés du regroupement.

Regroupement des organismes en défense collective des droits

Au courant de l'année 2022, nous avons commencé à nous impliquer au RODCD, un organisme chargé de défendre les intérêts des organismes communautaires autonomes œuvrant en défense collective des droits. L'année est en effet charnière, le RODCD négociant les futures conventions avec notre principal bailleur de fonds, le Secrétariat aux affaires communautaires autonomes et à l'initiative sociale (SACAIS). Nous sommes devenus membres à l'assemblée générale de juin et nous avons participé à l'autre assemblée générale, ayant eu lieu celle-là en novembre.

En outre, nous avons été particulièrement insatisfaits du RODCD et avons participé à deux rencontres avec plusieurs autres groupes régionales œuvrant en DCD pour coordonner nos actions face au RODCD et au SACAIS.

Carrefour d'actions territoriales

Mis sur pied en 2019, le Carrefour d'actions territoriales (CAT) est une nouvelle démarche de concertation à Sainte-Foy–Sillery–Cap-Rouge, qui a pour objectif de mobiliser la communauté contre la pauvreté et l'exclusion. En 2022, nous avons participé à deux rencontres du CAT, qui ont réuni, en ligne ou en personne, plusieurs dizaines d'acteurs communautaires de l'arrondissement.

Maison des Entreprises de Cœur

La Maison des Entreprises de Cœur (MEC) est une coopérative de services située à Sainte-Foy, qui héberge notre bureau et ceux de 11 autres groupes communautaires. Durant l'année 2022, nous avons pris part à l'assemblée générale annuelle de la MEC et nous avons maintenu notre présence au sein de son conseil d'administration. Nous avons, en outre, continué à nous impliquer activement dans son Comité de développement immobilier (8 rencontres), qui pilote un projet de construction d'un nouvel immeuble devant abriter des locaux pour les organismes membres de la coopérative et 80 unités de logement social.

5. VIE ASSOCIATIVE

Le CLAQO fonctionne, d'abord et avant tout, grâce à l'engagement et à la participation de ses membres. Cet apport des membres à la vie du groupe se manifeste particulièrement au moment de l'assemblée générale annuelle, lors de laquelle elles et ils prennent part aux décisions quant aux actions que le CLAQO devrait prioriser durant l'année à venir.

5.1 Membres

Être membre du CLAQO représente une façon d'être solidaire à la mission de l'organisme et de contribuer à sa réalisation.

Rapport d'activités 2022

Nous dénombrons 54 membres en règle au 31 décembre 2022, dont deux coopératives d'habitation et un groupe communautaire de Sainte-Foy. Durant l'année, nous avons accueilli dans nos rangs huit nouvelles personnes, en majorité des locataires ayant fait appel à notre service d'information juridique. Le soutien de nos membres s'est manifesté de différentes manières : présence lors d'activités de mobilisation sociale, participation à l'assemblée générale annuelle, implication au sein du conseil d'administration, travail en comités, etc.

Nous entendons poursuivre, dans la prochaine année, les efforts que nous avons récemment déployés pour amener nos membres à s'impliquer davantage. Notamment, nous comptons toujours relancer un comité de mobilisation. Nous escomptons, qui plus est, élaborer une stratégie qui nous permettra de recruter de nouveaux·elles membres souhaitant s'investir au sein de notre groupe.

5.2 Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle constitue un moment fort de la vie associative du CLAQO. C'est lors de celle-ci que les membres sont informé·e·s des réalisations accomplies par l'organisme au cours de la dernière année et de sa situation financière. C'est également à cette occasion qu'elles et ils définissent collectivement le prochain plan d'action et procèdent à l'élection du conseil d'administration, qui veillera, notamment, à la mise en œuvre de ce plan.

En 2022, nous avons tenu l'Assemblée générale annuelle le 26 mars et 6 membres s'y sont présenté·e·s. Bien que nous espérons que plus de membres y participeraient, nous avons en contrepartie été amplement satisfaits des échanges que nous avons eus avec celles et ceux présent·e·s. Mentionnons, en outre, que l'ensemble des postes du conseil d'administration ont été pourvus lors de l'assemblée.

6. ADMINISTRATION

Tout un travail est accompli en coulisse par le conseil d'administration et l'équipe de travail du CLAQO pour voir au bon fonctionnement de l'organisme. Au demeurant, ce fonctionnement ne pourrait être possible sans le soutien de différents bailleurs de fonds.

6.1 Conseil d'administration

Formé de membres élu·e·s, le conseil d'administration veille aux intérêts du CLAQO. Essentiellement, le conseil supervise la saine gestion des affaires du groupe et voit à la réalisation des priorités d'action votées par l'assemblée générale annuelle, le tout en collaboration avec l'équipe de travail.

En 2022, le conseil d'administration du CLAQO s'est acquitté avec dévouement de son mandat. Il s'est réuni à dix occasions au cours de l'année en plus d'avoir participé à de nombreux échanges électroniques.

Rapport d'activités 2022

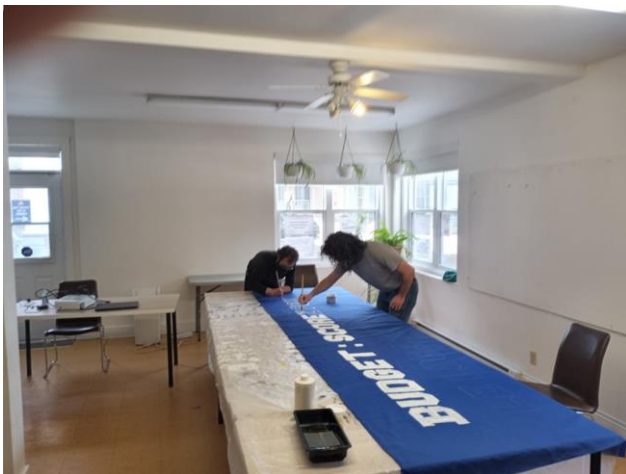
Le conseil 2022 était composé de cinq administrateur·trice·s et d'un représentant du personnel sans droit de vote :

- ✓ **Annick Durand**, vice-présidente puis présidente
- ✓ **Joanne Boutet**, vice-présidente
- ✓ **Selma Lavoie**, secrétaire
- ✓ **Jonathan Carmichael**, trésorier
- ✓ **Philippe Imbeault**, administrateur sortant
- ✓ **Anna Bérubé**, administratrice
- ✓ **Nicolas Villamarin Bonilla**, représentant du personnel

6.2 Équipe de travail

Le CLAQO ne pourrait fonctionner sans le travail acharné et le dévouement de ses employés. Tout en assurant la gestion courante des affaires de l'organisme et en exécutant des tâches de représentation, le personnel salarié organise diverses activités d'éducation populaire autonome et de mobilisation sociale.

Comme mentionné précédemment, il eut beaucoup de mouvement dans l'équipe de travail du CLAQO en 2022. François Dignard, Nicolas Villamarin Bonilla, Charles-Olivier P.Carrier et Laurent Lévesque ont fait partie de l'équipe à un moment ou un autre cette année. En vue de faciliter la cogestion de l'organisme, les salariés ont organisé des rencontres hebdomadaires visant à se répartir équitablement les tâches et, ce faisant, à assurer une bonne administration des activités.



François et Laurent



Nicolas et Charles-Olivier

Rapport d'activités 2022

Nous tenons par ailleurs à souligner le travail extraordinaire de François Dignard qui était avec nous depuis 2020 et qui nous a quittés cette année pour de nouveaux défis. François a tenu le fort pendant les moments les plus difficiles de l'organisme, alors que la fondatrice de celui-ci prenait sa retraite et que la société québécoise entrait en confinement.



Merci François!

Dans un souci de perfectionnement, les employés ont reçu au cours de l'année six formations qui ont porté entre autres sur les droits des locataires ou sur différents enjeux de logement. Ces formations étaient les suivantes :

- ✓ **25 janvier 2022** : formation sur la réalisation de nouveaux projets de logement sociaux (FRAPRU)
- ✓ **15 mars 2022** : formation sur les droits des locataires en logement social (RCLALQ)
- ✓ **5 avril 2022** : formation sur les droits des locataires en RPA (RCLALQ)
- ✓ **21 avril 2022** : formation sur le travail auprès des médias d'information (FRAPRU)
- ✓ **18 mai 2022** : formation sur comment être un bon allié des communautés autochtones (FRAPRU/Réseau comm. auth. MTL)
- ✓ **7 décembre 2022** : formation sur les droits des locataires en RPA (RCLALQ)

6.3 Financement

Tout comme l'ensemble des groupes communautaires qui œuvrent en défense collective des droits, le CLAQO est contraint d'opérer avec un budget annuel plus qu'insuffisant. Non seulement ce manque de moyens financiers nuit à la réalisation de notre mission, mais il ne nous permet pas d'offrir des conditions de travail respectables aux membres de notre personnel.

Pour remplir nos coffres, nous avons principalement dépendu en 2022 de la subvention annuelle que nous a accordé le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives

Rapport d'activités 2022

sociales. Les sommes octroyées par ce bailleur de fonds comptaient effectivement pour 74 % de nos revenus.

Comme organisme favorisant l'émergence de projets de logement social et communautaire, nous avons également bénéficié de montants attribués par la Société d'habitation du Québec dans le cadre d'une mesure appelée la « contribution au secteur ». Ils représentaient 20 % des revenus que nous avons engrangés en 2022. Tout porte cependant à croire que cette source de financement se tarira éventuellement avec la fin annoncée du programme gouvernemental auquel elle est rattachée, AccèsLogis.

Enfin, le reste de nos revenus 2022 (6 %) provenait de dons reçus, notamment ceux de la part de communautés religieuses associées à la Conférence religieuse canadienne.

REVUE DE PRESSE

- ✓ 19 Janvier : WILLIAMSON, Sophie, « La Coalition manifeste contre la hausse abusive des loyers avec humour », Le Carrefour Québec, [En ligne: https://www.carrefourdequebec.com/2022/01/la-coalition-manifeste-contre-la-hausse-abusive-des-loyers-avec-humour/?fbclid=IwAR05um0c907Niz8r6peJAb8v5K9PLaMlu_Fpr4cNygYVrf0JTYIOvKx1tis]
- ✓ 19 Janvier : FABRIÈS, Céline, « Un regroupement d'organismes prône une vigilance accrue des hausses abusives des loyers », Le Soleil, [En ligne: <https://www.lesoleil.com/2022/01/19/un-regroupement-dorganismes-prone-une-vigilance-accrue-des-hausse-abusives-des-loyers-cda5a169b652a903411a6f11e650b6b9fbclid=IwAR02fgYvW6Pjzj9MkKDGKuFXYenfYn0idh6vS11tAGHQ6WoPcpXfB5R0bc>]
- ✓ 19 Janvier : LAVALLÉE, Jean-Luc, « Une coalition d'organismes redoute une " flambée " des loyers à Québec en 2022 », Le Journal de Québec, [En ligne: <https://www.journaldequebec.com/2022/01/19/une-coalition-dorganismes-redoute-une-flambee-des-loyers-a-quebec-en-2022?fbclid=IwAR26wi3NzUsGuSbdV9gDDFU5yrTZwaPUul0AkbWmVL-Dtqal11yq-6eXgco>]
- ✓ 19 Janvier: DROLET, Alexane, « Inflation » [reportage], Noovo Le Fil Québec, Noovo, [En ligne: https://www.noovo.ca/emissions/noovo-le-fil-quebec-50211/le-fil-quebec-19-01-2022-lactualite-par-noovo-info-s2e93?fbclid=IwAR14Bww7E7JZGvF__BlGj3CGihoyh_9SncwxGORCL9yi6AocfTdw-Gh_HAY]
- ✓ 26 Janvier : LAMARRE, Pascaline, « Jonathan Carmichael, François Dignard, Marie-Ève Duchesne, Éloïse Gaudreault et Maude Samson-Gauthier [Entrevue] », Salut à toi, CKIA, [En ligne : <https://podcasts.apple.com/ca/podcast/salut-%C3%A0-toi/id1450196766?i=1000549110951>]
- ✓ 27 Janvier: Coalition de Québec contre la hausse de loyer, « Comité contre les hausses de loyer de la Ville de Québec : des voix à inclure », Le Soleil, [En ligne : <https://www.lesoleil.com/2022/01/27/comite-contre-les-hausse-de-loyer-de-la-ville-de-quebec-des-voix-a-inclure-690fe5ae5af6ccadf2952e93231fb5f3?nor=true>]
- ✓ 3 février : La Presse canadienne, « Série de manifestations pour réclamer un contrôle des loyers », La Presse, [En ligne : <https://www.lapresse.ca/actualites/2022-02-03/serie-de>]

Rapport d'activités 2022

manifestations-pour-reclamer-un-controle-des-loyers.php?fbclid=IwAR21x
WJsJhdza0UKc2_BRXfZUVWCZ5kSx2jNNN-jyu_HcfE3vucKg_U4DpY]

- ✓ 18 février : CATTAPAN, François, « Un budget provincial qui " score " pour le logement réclamé », Québec métro, [En ligne : <https://www.quebechebdo.com/actualites/305198/un-budget-provincial-qui-score-pour-le-logement-reclame/>]
- ✓ 7 juin : NADEAU-BESSE, Juliette, « En tournée contre la hausse des loyers », Le Carrefour Québec, [En ligne: https://www.carrefourdequebec.com/2022/06/en-tournee-contre-les-hausses-de-loyer/?fbclid=IwAR3uUQno1KTMZFZ63vMDkeclH1nYA-7dmfdqdoGLWPW0bdlms6k9Jo9_yol]
- ✓ 9 juin : BOUCHARD, Catherine, « Pénurie de logement : situation de plus en plus inquiétante à Québec », Le Journal de Québec, [En ligne : <https://www.journaldequebec.com/2022/06/09/eviction-de-locataires--des-proprietaires-denonces?fbclid=IwAR23AJxMsgm4SJeZJtx39joynVu0Gns92U40QMRsXGrEUL8TeSeRO04nXw>]
- ✓ 9 juin : ROY, Anne-Sophie, « Un safari en mode " Parc jurassique " pour dénoncer les pratiques " prédatrices " de certains propriétaires », 24 Heures, [En ligne : https://www.24heures.ca/2022/06/09/un-safari-en-mode-parc-jurassique-pour-denoncer-les-pratiques-predatrices-de-certains-proprietaires?fbclid=IwAR25TEgHwpmc_NAVgJVprJVuCVrl1Qqx9CR04WuDEL3Un_bV6Wj0cBl8xMQ]
- ✓ 9 juin : CAMIRAND, Jérémie, BEAUMONT-DROUIN, Raphael, « Manifestation pour dénoncer les pratiques " illégales " de certains propriétaires », Radio-Canada, [En ligne : https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1889726/mobilisation-logement-aide-locatif-quebec-proprios?fbclid=IwAR02NhZfzouBbxcjnFnkSTJnlQUyYIB5qO_pY5wmVNrCKxrUu1b-wwG2Xc]
- ✓ 9 juin : COUTURE, Phil, « Rénoviction à Québec », Noovo, [En ligne : <https://www.noovo.info/video/une-coalition-se-leve-contre-les-renovictions-a-quebec.html?fbclid=IwAR3hdRm34mPQ6SrPzFJVOJtZvitksXoL8rxqEBpjzw6XLEpPvHmwFKilVps>]
- ✓ 9 juin : DESMEULES, Judith, « Un safari bien spécial dans le jungle de Saint-Sauveur », Le Soleil, [En ligne : <https://www.lesoleil.com/2022/06/09/un-safari-bien-special-dans-la->

Rapport d'activités 2022

jungle-de-saint-sauveur-b08d98d4da863aa6439c381454ef3109?fbclid=
lwAR23AJxMsgm4SJeZJtx39joynVu0Gns92U4OQMReSXGrEUl8TeSeRO04nXw]

- ✓ 10 juin : CAZES, Jean, « Logement : une coalition dénonce des pratiques abusives », Mon Quartier, [En ligne : <https://monquartier.quebec/2022/logement-coalition-denonce-pratiques-abusives/?fbclid=lwAR3AlgxoZbzb3qugyDWxzdqbqUHhIAxTYVtdRQ0cWNTmzZbaDnM-F71zNtrM>]
- ✓ 28 juin : POULIOT, François R., « Les locataires invités à passer leur bail », Le Soleil, [<https://www.lesoleil.com/2022/06/28/les-locataires-qui-demenagent-invites-a-passer-leur-bail-28bad657ac2db6d12587f9bf0c925bf5>]
- ✓ 28 juin : VERRET, Thomas, « Pour s'aider entre locataires, passez votre bail ! », MonQuartier, [En ligne: <https://monquartier.quebec/2022/aider-locataires-passez-votre-bail/?fbclid=lwAR2-9dUjhl2Cnn6iqxrOMGgD34elllaN-uaBVyOcuoCWL4j10v9DZxA-ml0>]
- ✓ 28 juin : POULIOT, François R., «Les locataires qui déménagent invités à "passer leur bail"», Le Soleil, [En ligne: https://www.lesoleil.com/2022/06/28/les-locataires-qui-demenagent-invites-a-passer-leur-bail-28bad657ac2db6d12587f9bf0c925bf5?fbclid=lwAR1Ehqsh_O51NlQOy85vbr-eR29iWdO7t0zh4aFeJEs1hO6GpTAVuuaNY3U]
- ✓ 13 décembre : VERRET, Thomas, « La hausse des rénovictions dénoncée à Québec », MonQuartier [https://monsaintsauveur.com/2022/hausse-renovictions-denonce-quebec/?fbclid=lwAR2c0bRn2h7xyJBtynHqy4byfObkbSVRQDu5vMNZGKDS3p0_Ybnvl5zoCjE]